



Séance ordinaire du mardi 6 décembre 2022

L'an deux-mille-vingt-deux et le six décembre, les membres du Conseil de Métropole, légalement convoqués, se sont rassemblés au lieu ordinaire des séances, Salle du Conseil, sous la présidence de Monsieur Michaël DELAFOSSE.

Extrait du registre des délibérations de Montpellier Méditerranée Métropole

Environnement

Nombre de membres en exercice : 92

Présents :

Michel ASLANIAN, Christian ASSAF, Florence AUBY, Jean-François AUDRIN, Geniès BALAZUN, Yves BARRAL, Mathilde BORNE, Christophe BOURDIN, Véronique BRUNET, Emilie CABELLO, Roger CAIZERGUES, Renaud CALVAT, Michel CALVO, Stéphane CHAMPAY, Bernadette CONTE-ARRANZ, Michaël DELAFOSSE, Serge DESSEIGNE, Brigitte DEVOISSELLE, Zohra DIRHOUSI, Fanny DOMBRE-COSTE, Abdi EL KANDOUSSI, Mylène FOURCADE, Jean-Noël FOURCADE, Jackie GALABRUN-BOULBES, Clara GIMENEZ, Serge GUISEPPIN, Régine ILLAIRE, Laurent JAOL, Frédéric LAFFORGUE, Nathalie LEVY, Eliane LLORET, Sophiane MANSOURIA, Coralie MANTION, Nicole MARIN-KHOURY, Isabelle MARSALA, Jacques MARTINIER, Marie MASSART, Jean-Luc MEISSONNIER, Bernard MODOT, Arnaud MOYNIER, Véronique NEGRET, Laurent NISON, Yvan NOSBE, Clothilde OLLIER, Marie-Delphine PARPILLON, Bruno PATERNOT, Yvon PELLET, Eric PENSO, Céline PINTARD, René REVOL, Manu REYNAUD, Catherine RIBOT, Anne RIMBERT, Séverine SAINT-MARTIN, Jean-Luc SAVY, Mikel SEBLIN, Radia TIKOUK, Isabelle TOUZARD, François VASQUEZ, Claudine VASSAS MEJRI, Joël VERA.

Absent(es) ayant voté par procuration en application des articles L 2121-20 et L 5211-1 du Code général des collectivités territoriales :

Tasnime AKBARALY, Mohed ALTRAD, William ARS, Boris BELLANGER, Florence BRAU, Michelle CASSAR, Sébastien COTE, Alenka DOULAIN, Maryse FAYE, Clare HART, Hervé MARTIN, Cyril MEUNIER, Julien MIRO, Séverine MONIN, Joël RAYMOND, François RIO, Sylvie ROS-ROUART, Agnès SAURAT, Philippe SAUREL, Célia SERRANO, Joëlle URBANI, Patricia WEBER.

Absent(es) / Excusé(es) :

Luc ALBERNHE, Roger-Yannick CHARTIER, Hind EMAD, Julie FRÊCHE, Stéphanie JANNIN, Guy LAURET, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre RICO, Bernard TRAVIER

Environnement - Marché d'Intérêt National (MIN) - Délégation de service public - Rapport annuel du délégataire relatif à l'exercice 2021 - Examen

Madame Isabelle TOUZARD, Vice-Présidente, rapporte :

Conformément aux dispositions de l'article L.1411-3 du Code général des collectivités territoriales, les délégataires de service public sont tenus de produire chaque année, avant le 1^{er} juin, à l'autorité délégante, un rapport comportant notamment les comptes retraçant la totalité des opérations afférentes à l'exécution de la délégation de service public et une analyse de la qualité de service. Ce rapport permet à l'autorité délégante d'apprécier les conditions d'exécution du service public.

En outre, ces rapports annuels des délégataires doivent être examinés par la Commission Consultative des Service Public Locaux, selon l'article L. 1413-1 du CGCT et par la Commission de Contrôle des Comptes, selon les articles R. 2222-1 à R. 2222-5 du CGCT.

A cet effet, le rapport du délégataire relatif à la Délégation de Service Public (DSP) du Marché d'Intérêt National (MIN) de Montpellier portant sur l'année 2021 a donné lieu à :

- Une communication au Conseil de la Métropole par délibération du 26 juillet 2022 ;
- Une présentation et un examen en Commission Consultative des Services Publics Locaux, présidée par Michelle CASSAR, en date du 17 novembre 2022 ;
- Une présentation et un examen en Commission de Contrôle des Comptes, présidée par Jean-François AUDRIN en date du 02 décembre 2022

I) Rappel des principales modalités du contrat

La SOMIMON réalise l'exploitation du Marché d'Intérêt National (MIN) de Montpellier dans le cadre d'une délégation de service public, en date du 23 octobre 1968, avec la Métropole portant sur 60 années au total, le contrat ayant été prolongé de 20 ans en 1984, et de 10 ans en 1986. Cette convention a été modifiée par 12 avenants et arrive à échéance le 31 décembre 2028. Pour aider les concessionnaires à faire face à la crise sanitaire, un avenant n°11 a été signé le 17 décembre 2020. Il a pour objet de définir les modalités exceptionnelles de mise en œuvre liées à la Covid-19. A la suite de l'avenant 10 de 2017 qui affichait un plan d'investissement sur 3 ans, avec reprise à la VNC des immobilisations non amorties en fin de délégation, un nouveau plan d'investissement a été contractualisé avec une enveloppe de 4,112M€ (avenant 12).

La SOMIMON est une SAEML dont Montpellier Méditerranée Métropole était présidente jusqu'en 2020, et actionnaire à hauteur de 50% aux côtés de la Ville de Montpellier (8%), et de partenaires privés pour 42% ; elle est désormais présidée par la Ville de Montpellier en la personne de Madame MASSART, nommée au Conseil d'Administration du 14/10/2020.

L'activité de la SOMIMON, consiste en la gestion du MIN de Montpellier, avec l'accueil de professionnels du territoire, la réalisation d'entretien et de travaux de l'équipement rendus nécessaires par son évolution.

II) Présentation et analyse des conditions d'exécution et de la qualité du service délégué

L'activité

Le MIN développe son activité autour des filières suivantes :

- La filière agroalimentaire ;
- La filière « *fruits et légumes* » (qui représente une activité essentielle pour la société et qui conforte son attractivité à travers les enjeux développés en termes de proximité, qualité, fraîcheur et diversité des produits proposés) ;
- La filière « *autres produits alimentaires* » (intégrant les viandes, volailles, condiments, produits secs, ...) ;
- L'activité horticole ;
- L'activité de « *plate-forme frigorifique* » (qui réside dans la mise à disposition de chambres dédiées, à température dirigée).

La mise en œuvre des missions du MIN, par l'action de la SOMIMON, contribue pleinement à la Politique Agroécologique et Alimentaire (P2A), élaborée en 2015 et révisé en 2022. La P2A, labellisée Projet Alimentaire Territorial, vise à répondre à cinq finalités :

- Proposer une alimentation saine et locale au plus grand nombre et assurer la continuité des approvisionnements ;
- Soutenir l'emploi agricole et agroalimentaire local ;
- Préserver les ressources naturelles (biodiversité, quantité et qualité des eaux, des sols et de l'air) et le patrimoine paysager ;
- Limiter les émissions de gaz à effet de serre, s'adapter aux évolutions climatiques ;
- Contribuer à la cohésion sociale, au sein de la ville, et entre l'urbain et le rural.

La P2A s'articule autour de 3 orientations opérationnelles et 2 orientations transversales :

- Orientation 1 : Façonner un territoire agroécologique ;
- Orientation 2 : Structurer un approvisionnement durable et résilient ;
- Orientation 3 : Permettre à tous les habitants d'accéder à une alimentation de qualité et choisie ;
- Orientation 4 : Diffuser les savoirs et promouvoir l'innovation ;
- Orientation 5 : Construire une gouvernance territoriale agroécologique et alimentaire.

Le MIN constitue un outil opérationnel central pour la mise en œuvre de la structuration d'un approvisionnement durable (orientation 2). En effet, par le carreau des producteurs et le pôle de transformation notamment, le MIN contribue à la structuration des filières de produits locaux de qualité et à leur commercialisation en circuit court sur le territoire.

Le MIN dynamise le carreau des producteurs :

- En organisant un carreau mensuel des produits transformés en partenariat avec les Centres d'Initiatives pour valoriser l'Agriculture et le Milieu rural (CIVAM) et la Chambre d'Agriculture ;
- En communiquant sur son catalogue produit « *Cueilli ce matin, disponible cet après-midi* ».

Le MIN a également participé à la démarche collaborative de construction de la plateforme numérique BOCAL (« *Bon et Local* ») proposant une cartographie interactive des points de vente de produits locaux en circuits courts.

Par ailleurs, la SOMIMON a contribué à la poursuite des études relatives au schéma directeur du MIN, à la logistique urbaine et aux économies d'énergie.

Le pôle de transformation continue de se développer avec plusieurs agrandissements et l'arrivée de nouveaux acteurs (BONCIEL, Atelier confiture de lait, SUDELICES, distributeur de produits artisanaux de qualité française Sud de France).

Au niveau des concessionnaires implantés au sein du MIN, on dénombre 220 opérateurs sur le MIN ; on note 19 arrivées, 15 départs et 4 agrandissements en 2021.

Depuis 2018 la SOMIMON a constitué un groupement d'employeurs permettant de mutualiser des emplois en mettant à disposition des salariés dans les entreprises adhérentes au projet, notamment les caristes, chauffeurs livreurs, secrétaires, préparateurs de commandes, agents d'entretien, ingénieurs agro-alimentaire, etc. Le groupement permet de recruter des profils compétents, de répondre au *turn-over* et de fidéliser les emplois saisonniers. L'action de la SOMIMON contribue à valoriser les productions locales et à créer/maintenir des emplois sur le territoire, notamment avec le recrutement à temps partiel d'un chargé de créance et un responsable qualité.

La majorité des entreprises du MIN ont poursuivi leurs activités voire les ont renforcées tout en appliquant les consignes de sécurité (restriction des entrées, distanciation, distribution de masques et de gel, système de précommandes...).

Certaines entreprises se sont adaptées en s'appuyant sur les installations du MIN.

- Les Vergers de Saint-Jean : semi-grossiste (distributeur dédiés aux traiteurs/restaurateur) ont préparé des paniers pour le particulier (personnes âgées en particuliers) ;
- Le Secours Populaire a préparé des colis individuels (alimentaires et hygiéniques) ;
- L'Association des Producteurs d'Occitanie pour alimenter :
 - o Le marché « saxo » organisé par le Secours Populaire ;
 - o Les Drives ouverts par la Chambre Départementale d'Agriculture.

L'organisation et la qualité de service public

L'effectif de la société était de 16 agents au 31 décembre 2021, dont le Directeur Général Monsieur Olivier LAURO, en tant que personnel mis à disposition par la SCET GE.

En 2021, la société poursuit sa politique de développement de services en adoptant une stratégie toujours fondée sur la logistique urbaine de proximité et les nouveaux modes de consommation et de production locale.

Parmi les éléments notables et les perspectives de développement du MIN, il convient de noter que Montpellier Méditerranée Métropole met en œuvre une étude portant sur le Schéma Directeur du MIN, en lien avec l'adoption de la feuille de route du MIN en juillet 2021.

Les actions en faveur de l'environnement et du développement durable se poursuivent : le MIN renforce les démarches respectueuses de l'environnement, à la fois sur le volet politique alimentaire, et sur le volet logistique

En menant une politique agro-écologique et alimentaire innovante. La proximité du MIN avec le centre-ville lui confère un rôle économique et logistique majeur, tant au niveau alimentaire que non alimentaire, pour implémenter des mesures de durabilité environnementale permettant de réduire l'empreinte écologique de la distribution alimentaire. Le MIN s'inscrit complètement dans la politique « *ville respirable* » de la Métropole et développe des synergies pour développer des circuits courts alimentaires de proximité, et organiser « *les derniers kilomètres* » en ville.

Le MIN accompagne également l'accessibilité alimentaire (orientation 3), en mettant en œuvre et contribuant à diverses initiatives (chèques service, structuration pôle solidarités, projet des Bocaux solidaires).

La grille tarifaire

Les droits d'occupation, d'usage et d'entrée sur le marché, exigibles des usagers ainsi que tout autre tarif, sont établis par le Conseil d'Administration de la SOMIMON. Par ailleurs, les tarifs concernant les droits d'occupation pour le négoce des produits protégés (AOP : produits agricoles et denrées alimentaires) sont approuvés par le Préfet.

Les tarifs évoluent au 1^{er} janvier de chaque année. On note une progression annuelle constante des tarifs sur la période 2014-2021 avec environ 1% d'augmentation.

III) Présentation et analyse du compte rendu financier

En 2021, le résultat net global est excédentaire de + 17K€ en progression par rapport à 2020 (excédent de +3 K€).

Le chiffre d'affaires hors taxes de l'exercice s'établit à 3,026 M€ en hausse par rapport à 2020 (soit +101 K€, soit +3 %), dont 777 K€ pour la filière fruits et 702 K€ pour la filière agroalimentaire, en progression (+ 22 K€ soit + 3%) et 548 K€ pour la plateforme entreposage, en baisse de -17 K€ soit -3%, qui représente 18% du chiffre d'affaires.

La part de la filière agroalimentaire progresse avec 41% de parts, en phase avec le souhait de privilégier les entreprises agroalimentaires créatrices d'emplois.

Les produits totaux représentent 3 295 K€ (en hausse de 209 K€, + 7 %) pour un total de charges de 3 278K€ (soit +196 K€, +6,4%), évoluant dans les mêmes proportions que les produits, le résultat net de l'exercice est excédentaire de 17 K€. Les capitaux propres de la société restent stables et s'élèvent à 1 160 K€. La redevance versée à Montpellier Méditerranée Métropole s'est établie à 255 K€ (200 K€ en 2020 suite à la réduction de 54K€ accordée par la Métropole en lien avec la compensation des exonérations Covid-19 accordées aux concessionnaires du MIN).

Concernant l'impact de la crise sanitaire, aucune aide n'a été sollicitée auprès du fonds de solidarité, la société n'y était pas éligible. La société n'a pas conclu de prêts garantis par l'Etat.

Des travaux ont été autorisés par la Métropole dans le cadre de l'avenant n°10 de la délégation de service public en date du 26 décembre 2017 pour 1 769 K€ sur la période 2017-2021. Ils concernent :

- La vente physique (carreau des producteurs, pôle alimentaire, pôle horticole) ;
- La vente avec livraison (bâtiment logistique, « drive » acheteurs, pôle horticole, ateliers de transformation, stockage matières premières, produits semi-finis et produits finis, mise aux normes) ;
- L'informatisation (gestion de la plate-forme logistique, contrôle d'accès, catalogue produits) ;
- Les utilitaires (benne à ordures ménagères, engins de manutentions).

A fin 2021, date de fin du plan triennal des investissements (avenant 10), les travaux ont été réalisés pour 1 202 K€ soit 68% du prévisionnel (pôle transformation et fermeture carreau producteur, création de cases supplémentaires, extension de la halle horticole), permettant ainsi de renforcer l'attractivité du MIN avec l'enrichissement des synergies sur les métiers de cœur d'activité.

Conformément à l'avenant, la Métropole s'est engagée à racheter la valeur nette comptable des ouvrages au concessionnaire, au terme de la DSP. Ce montant s'élève au 31/12/2021 à 524 K€, au terme de la DSP, légèrement inférieur à ce qui avait été estimé dans l'avenant 10 (578 K€).

IV) Conclusion et perspectives

L'activité du MIN se trouve au carrefour de différentes politiques publiques phares de la Métropole : politiques territoriales en matière d'économie locale, de maintien et de développement économique, d'urbanisme et d'aménagement du nouveau quartier Restanque, de logistique urbaine en tant que point d'appui de la mise en œuvre de la ZFE, de santé publique, d'équité sociale face à l'alimentation et de lutte contre le gaspillage alimentaire.

Le terme de la concession se rapprochant, le développement du MIN se poursuit favorablement avec notamment une activité soutenue pour le pôle de transformation.

Des études sont en cours afin de compléter et de définir les modalités de mise en œuvre du schéma directeur pour la modernisation et le développement du MIN.

Une réflexion globale est à l'étude sur le rôle du MIN dans la logistique urbaine et l'approvisionnement du territoire (dont le centre-ville).

Concernant les perspectives 2022, le nouveau programme d'investissement pour la période 2021-2023 inclut l'extension du pôle de transformation et des travaux d'aménagements (création d'un local de charge, dispositif de tri sélectif, réaménagement de cases). Le plan d'investissement porte sur une valeur de 4,1M€ avec un engagement de la Métropole sur le rachat de la valeur nette comptable au terme du contrat pour un montant estimé de 2 580 K€. Au titre de l'exercice 2021, la SOMIMON a déjà démarré les travaux pour 186 K€ relatifs au local de charge du pôle transformation, aux travaux sur le portique de l'entrée et à la sécurisation incendie du bâtiment administratif.

La SOMIMON poursuit son activité dans le cadre de la stratégie définie par Montpellier Méditerranée Métropole, et dans la perspective de la mise en œuvre du nouveau schéma directeur.

En conséquence, il est proposé au Conseil de Métropole :

- De prendre acte de l'examen du rapport du délégataire de service public au titre de l'année 2021 ;
- D'autoriser Monsieur le Président de Montpellier Méditerranée Métropole, ou son représentant, à signer tout document relatif à cette affaire.

Le Conseil prend acte.

Fait à Montpellier, le 15/12/22

Pour extrait conforme,

Monsieur Le Président

Signé.

Michaël DELAFOSSE

Publiée le : 16 décembre 2022

Accusé de réception – Ministère de l'intérieur

034-243400017-20221206-211286-DE-1-1

Acte Certifié exécutoire :

Réception en Préfecture : 16/12/22

Liste des annexes transmises en préfecture:

- RAD 2021 MIN MERCADIS SOMIMON.pdf

Monsieur le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte et informe que le présent acte peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois adressé au Président ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Montpellier dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou notification.